

## Surveillance et apprentissage Entretien avec Éric Collin

Groupe Vétérinaire, 30 rue des Écoles, 22150 Ploeuc-sur-Lie  
*eric\_collin@infonie.fr*

### **La pression de l'ESB s'estompe quelque peu dans les campagnes après des périodes de fortes tensions. Où en est-on actuellement ?**

Cette crise a été très éprouvante sur le terrain, que ce soit pour les éleveurs ou pour moi. Lorsque sont survenus les tout premiers cas, en 1991, les éleveurs, pas plus que les autres d'ailleurs, ne connaissaient l'ESB et ils étaient souvent effondrés lorsque nous leur annoncions la suspicion. À l'époque, nous ne faisons que du clinique. Ensuite, dès que l'information a circulé, les éleveurs ont commencé à nous solliciter. On a pu avoir ici, par exemple, jusqu'à 50 à 60 suspicions par an pour une vingtaine de cas avérés. Il s'en est même vu qui, cela reste heureusement des cas isolés, lorsqu'ils ont appris que les indemnisations étaient raisonnables, ont voulu avoir l'ESB dans leur troupeau. Généralement, ils avaient filmé la vache, certains sont même allés jusqu'au chantage pour tenter de parvenir à leurs fins, en promettant, par exemple, d'envoyer la cassette aux télévisions... Tout a changé avec la mise en place de l'abattage des cohortes. Avant notre arrivée dans l'exploitation, les éleveurs avaient généralement évalué le nombre d'animaux qu'ils allaient perdre, le travail de surveillance était mieux perçu. Du coup, le nombre de suspicions a augmenté sensiblement.

### **Vous semblez donc sous-entendre que le problème n'a pas forcément été évalué avec justesse durant les premières années...**

Il est aussi probable que la vigilance des vétérinaires n'était pas suffisamment aiguisée, mais il y a aussi véritablement eu une carence d'informations au début, alors que tout le monde découvrait l'ESB. Lorsque, dans les réunions, je décrivais les symptômes de la maladie, il y avait toujours des éleveurs pour dire, « des vaches comme cela, j'en ai eu chez moi ». La véritable prise de conscience date de 1996 et 1997. C'est là que nous avons détecté le plus grand nombre de cas, il y avait une espèce de psychose. Je suis persuadé qu'il en est certainement passé à travers les mailles du filet durant les premières années. Ce qui me choque le plus dans cette histoire, c'est la manière dont on a travaillé en France. Lorsqu'on regarde les graphiques de Pierre Lavie, à <http://vetolavie.chez.tiscali.fr/bse.htm>, j'ai tendance à penser que la petite courbe que nous voyons n'est que la partie terminale d'une courbe beaucoup plus importante, dont le sommet serait situé bien plus haut.

### **Vous pointez du doigt le manque d'informations sur l'ESB comme facteur de sous-prise en compte de la maladie dans les premières années. Ce manque d'informations a-t-il été si criant que cela ?**

Nous avons organisé beaucoup de réunions pour des éleveurs et des vétérinaires, passé des informations dans les revues agricoles. Nous avons également formé les coordinateurs dont le rôle était théoriquement d'aller ensuite porter la bonne parole dans les campagnes avec les DSV<sup>1</sup>. Je sais que, malheureusement, cela n'a pas été fait partout.

### **Naïvement, on imagine pourtant que les vétérinaires devaient être au courant, non ?**

Gardons à l'esprit que l'ESB était une maladie nouvelle pour les vétérinaires et l'information était d'autant plus primordiale qu'ils ne comprenaient pas comment cela fonctionnait. Souvenons-nous

---

<sup>1</sup> DSV : Directions des services vétérinaires.

aussi qu'un système de surveillance ne fonctionne que s'il est alimenté et que des informations circulent simplement parce que cela entretient la vigilance des acteurs de ces systèmes. J'en veux pour preuve que le nombre de suspicions augmentait quasi systématiquement le mois qui suivait une formation de nos confrères. Cela dit, je crois qu'il aurait été très utile que la DGAL<sup>2</sup>, par exemple, dispense régulièrement des informations sur l'ESB, des points réguliers sur l'avancée de la recherche en ce domaine, ce qui n'a pas été fait. Toute la connaissance que les vétérinaires ont pu acquérir sur l'ESB, ils l'ont souvent acquise seuls. Je trouve que l'État compte trop sur notre passion pour notre métier, sur notre abnégation. Tout ce que les vétérinaires ont fait sur l'ESB, ils l'ont fait par passion. Cela ne me dérange pas puisqu'on peut considérer que c'est un retour sur investissement pour l'État, à qui j'ai coûté lors de mes études vétérinaires. Le vétérinaire, par son travail quotidien, par sa formation, est l'interface entre plusieurs mondes, la société, l'élevage, les scientifiques ; il joue un rôle de passeur.

**Vous nous expliquez qu'un système de surveillance doit être alimenté pour être réellement actif. Est-ce à dire que ce système, qui existait avant l'ESB, ne remplissait plus sa mission ?**

Nous avons, nous vétérinaires, un rôle sanitaire important, une casquette réglementaire qui nous oblige à suivre une procédure précise lorsque nous rencontrons une maladie inscrite, tuberculose, brucellose ou fièvre aphteuse, par exemple. Avec ces maladies, connues, répertoriées et dont la prévalence était alors devenue minimale, ce rôle important était devenu purement routinier. L'ESB nous a conduit à réactualiser de vieux réflexes, comme celui qui consiste à alerter le vétérinaire coordinateur lorsqu'il s'agissait d'ESB. Cela ne s'est pas toujours très bien fait ; je crois que nous avons perdu le sens de l'épidémiologie. Peut-être aussi, une fois que les tests ont été généralisés, certains se sont dit que de toute façon, les animaux allaient être testés. C'est en tout cas ce qui vient d'être validé par une enquête menée par l'AFSSA, le SNGTV<sup>3</sup> et la DGAL. Mais il pouvait y avoir également d'autres freins à ce que ce système fonctionne parfaitement, l'examen d'une vache, par exemple, sans avoir en tête ou à portée de main ses antécédents, ou bien un animal examiné précédemment par un autre confrère. Sans oublier que la pratique de l'automédication par les éleveurs s'est largement développée depuis une dizaine d'années et que le vétérinaire intervient sur des cas de plus en plus avancés dans leur évolution, ce qui peut masquer une symptomatologie mieux exprimée à d'autres stades de la maladie.

**S'il y avait des lacunes de communication du haut vers le bas, comment s'est passée la transmission des informations dans l'autre sens, des vétérinaires vers l'État ?**

Lorsque nous avons réclamé plus d'informations en 1996, en même temps que nous émettions une série de propositions propres à prendre le maximum de précaution, nous nous sommes vus opposer une fin de non-recevoir de la DGAL. Ce qui nous a mis en colère, c'est que 90% des propositions que nous avons émises à ce moment-là ont été ensuite appliquées, en... 2000. Nous avons en effet proposé le retrait complet des farines d'os et de graisses animales, l'inspection des foires et marchés aux animaux vivants et l'inspection *ante mortem* en abattoir... Il est symptomatique de voir comment la parole du terrain a été ignorée dans cette crise. Et, quand une décision est prise, elle l'est toujours avec un délai de latence anormal. Ce n'est pas normal d'avoir attendu quatre ans pour prendre de telles décisions.

**J'imagine qu'il n'était pas aisé d'annoncer la survenue de l'ESB dans un élevage, comment avez-vous géré cette mission qui vous échouait aussi ?**

Ce ne fut effectivement pas forcément facile mais nous l'avons fait. J'ai eu moi-même trois cas dans ma clientèle et c'était surtout difficile durant les tout premiers temps de la crise, lorsqu'il fallait en passer par l'histologie. Les temps d'attente étaient très longs, lorsque vous annonciez à un éleveur une suspicion et qu'il fallait trois mois pour avoir les résultats. Mais c'est aussi, paradoxalement et

<sup>2</sup> DGAL : Direction générale de l'Alimentation.

<sup>3</sup> SNGTV : Syndicat national des groupements techniques vétérinaires.

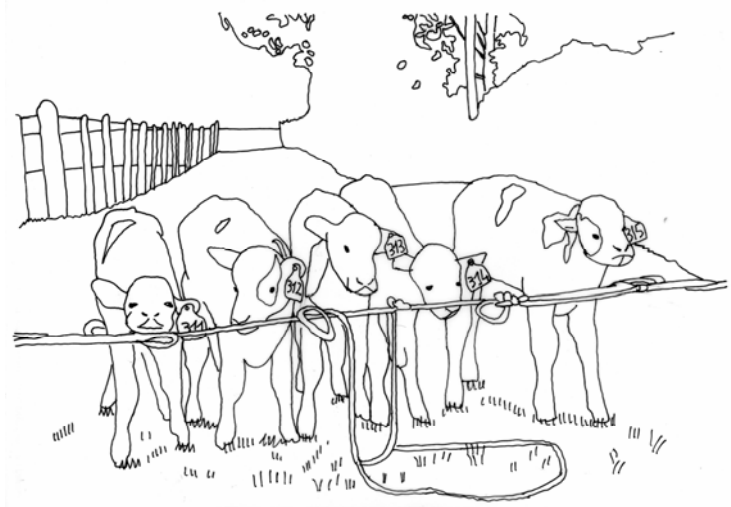
cyniquement peut-être, ce procédé qui nous sauvait un peu parce que tant que nous étions dans le réseau clinique, nous ne pouvions pas prouver cliniquement parlant que c'était un cas d'ESB. Il fallait en passer par l'histologie d'abord. Cela dit, ce procédé n'était pas sûr à 100%. Je reste convaincu que j'ai diagnostiqué des ESB réels qui ont ensuite été infirmés par l'histologie. Enfin, le vétérinaire de terrain est en règle générale très proche des éleveurs et, dans ces cas aux conséquences psychologiques parfois lourdes, sa proximité, sa disponibilité et son humanité ont souvent limité les effets de l'annonce d'un cas positif.

### **Quel bilan seriez-vous tenté de tirer aujourd'hui de ces quinze années d'ESB ?**

Sur le plan sociologique, les quinze années ont vu passer deux crises majeures aux conséquences variées. Par exemple, la traçabilité quasi impossible à mettre en place avant ces événements est devenue réalité dès que la situation devenait grave. La société civile a un besoin impérieux d'information, mais celle-ci doit être complète, non tronquée et cela a très souvent manqué, conduisant à des raccourcis, des amalgames permettant à l'imaginaire des citoyens de prendre le dessus. Le fossé s'est creusé entre les éleveurs et la société et le retour à une situation normale en la matière ne se fera que très lentement. Sur le plan technique, une chose est sûre, nous avons fait des progrès en neurobiologie bovine ! J'ai même réussi à obtenir un petit budget, l'an dernier, pour effectuer des études complémentaires sur toutes les suspicions infirmées par les tests. Et nous avons découvert de nombreux syndromes. Mais c'est un peu comme en neuropathologie humaine : il y a autant de syndromes que de chercheurs qui travaillent dessus. Même si la pression est retombée, il y a toutefois des choses qui m'inquiètent aujourd'hui. On a vu, par exemple, que le nombre de cas humains est loin d'atteindre les prévisions publiées ici ou là et que la phobie anglaise était injustifiée. Mais nous n'avons toujours pas vu de malades hétérozygotes apparaître. Les questions qui se posent sont donc de savoir si nous les découvrirons dans 20 ans et dans quelle proportion ou si nous serons morts, avant, d'autre chose ? Cette question porte en elle les germes d'une troisième crise. Si l'on regarde plus en détail, nous ne sommes pas non plus à l'abri d'autres événements. Avec l'amélioration de la sensibilité des tests, une équipe de chercheurs finira probablement par trouver du prion dans le lait ou le muscle des bovins, peut-être, des ovins sûrement. Mais il restera la notion de dose infectante, de pouvoir pathogène, sur laquelle on ne sait encore rien ■

Propos recueillis par Yann Kerveno, en mars 2004

Éric Collin est vétérinaire coordonnateur ESB des Côtes-d'Armor.



Dessin de Claire Brenot